



Projet de marché

**Fourniture, installation, mise en service,
formation et maintenances d'un appareil de
mesure tritium par scintillation liquide**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par, agissant en qualité de,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

(à compléter par le soumissionnaire)

La **société**, au capital social de€, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés desous le numéro ____ ____, dont le siège social est situé, représentée par, agissant en qualité de,

ci-après dénommée « le **TITULAIRE** »
d'autre part.

ci-après désignés collectivement par « les Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS	4
ARTICLE 4 - DETAIL DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 - DELAIS DE LIVRAISON / DUREE	5
ARTICLE 6 - LEVEE DES OPTIONS	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9 - RECEPTION.....	10
ARTICLE 10 - MONTANT- REMUNERATION	11
ARTICLE 11 - CONDITIONS ECONOMIQUES - ACTUALISATION ET REVISION DES PRIX.....	14
ARTICLE 12 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	16
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION	16
ARTICLE 14 - REGIME FISCAL	17
ARTICLE 15 - PENALITES.....	17
ARTICLE 16 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	18
 ANNEXE 1 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU CEA CENTRE DE VALDUC	20
ANNEXE 2 - NUMEROS DE POSTE SAP	23

Ce projet de marché doit être fourni avec l'offre, complété par le soumissionnaire :

- à la page 1,
- et
- aux articles suivants :
 - o « Interlocuteurs pour le Titulaire »,
 - o « Délais d'exécution - Durée »,
 - o « Rémunération ».

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent projet de marché a pour objet de confier au Titulaire, qui accepte la fourniture, l'installation, la mise en service, les maintenances préventive et corrective d'un appareil de mesure tritium par scintillation liquide, et la formation pour le compte du CEA, centre de Valduc.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante

- le Cahier des Charges (CDC) référencé CEA/VA/DSIN/SCR DO 046 du 28/05/2026 et les informations complémentaires, le cas échéant,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM complétée par l'instruction INS SS00X X BI INQ 00009768 E fixant les dispositions particulières d'intervention des entreprises extérieures sur le centre de Valduc,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA/Valduc en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables à compter du 1^{er} janvier 2022, disponibles dans les « documents utiles à télécharger » sur le lien suivant : <https://www.cea.fr/entreprises/pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicables à compter du 12 janvier 2021, disponible dans les « documents utiles à télécharger » sur le lien suivant : <https://www.cea.fr/entreprises/pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>,
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) référencé B26-01888VC du 29/05/2026,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXXXXX du XX/XX/XX, complétée des réponses aux questions du CEA, du XX/XX/2026.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité. Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

3.1 - Pour le CEA

Partie technique :

Yvan LOSSET

Tél. : 03.80.23.44.01

Mél : yvan.losset@cea.fr

Pierre CHAMPAGNE

Tél. : 03.80.23.49.91

Mél : pierre.champagne@cea.fr

Partie commerciale :

Valérie CUCHE

Tél. : 03.58.53.02.83

Mél : valerie.cuche@cea.fr

Manon FEVRE

Tél. : 03.58.53.01.59

Mél : manon.fevre@cea.fr

Partie Comptabilité fournisseur :

Tél. : 01.69.26.40.00

Mél : cea-dam-compta-cva@cea.fr

3.2 - Pour le Titulaire

(A compléter par le soumissionnaire)

Partie technique :

.....

Tél. : _____._____.____.

Mél :

Partie commerciale :

.....

Tél. : _____._____.____.

Mél :

Le CEA et le Titulaire se tiennent mutuellement informés, par l'intermédiaire de leur interlocuteur accrédité, des prestations en cours et des réalisations obtenues.

Le CEA et le Titulaire peuvent changer de responsables en cours du marché notifié par simple courrier.

L'interlocuteur du Titulaire est un intervenant qualifié disposant de l'autorité nécessaire à la bonne exécution des prestations et disposant des moyens en rapport avec celle-ci.

ARTICLE 4 - DETAIL DES PRESTATIONS

Le périmètre technique d'intervention du Titulaire et les conditions d'exécution des prestations figurent dans le CDC cité à l'article « Documents applicables » supra.

4.1 - Prestations fermes

Les prestations, objet, de la part ferme comprennent :

- la fourniture, l'emballage, la livraison et la manutention de l'appareil de mesure et de ses équipements (table et matériel informatique),
- l'installation, la mise en service et les essais de bon fonctionnement des équipements fournis,
- le suivi de la prestation,
- la gestion des déchets,
- la formation initiale à l'utilisation réalisée lors de la mise en service incluant la remise du support de formation,
- la formation au maintien des connaissances incluant la remise du support de formation,
- la réception comprenant la remise du dossier de documentation associée.

4.2 - Prestations optionnelles

Le marché prévoit les options suivantes :

- option n°1 : maintenance préventive de l'appareil (1 intervention par an) pour une durée de 3 ans (années 2 ; 3 et 4), tel que décrit à l'article 2.4 du CDC,
- option n°2 : prolongation de la maintenance préventive de l'appareil (1 intervention par an) pour une durée de 2 ans supplémentaires (années 5 et 6), tel que décrit à l'article 2.4 du CDC.
- option n°3 : maintenance corrective sur DP pour une durée de 3 ans (années 2 ; 3 et 4), tel que décrit à l'article 2.4 du CDC,
- option n°4 : prolongation de la maintenance corrective sur DP pour une durée de 2 ans supplémentaires (années 5 et 6), tel que décrit à l'article 2.4 du CDC.

ARTICLE 5 - DELAIS DE LIVRAISON / DUREE

(A compléter par le soumissionnaire)

5.1 - Délais de livraison (fourniture et mise en service de l'appareil de mesure et de ses équipements)

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa notification au Titulaire (T0), correspondant à la réception, par le Titulaire, du marché signé par le CEA.

Il expire à l'achèvement de toutes les prestations incombant au Titulaire.

Les délais prévus sont les suivants :

Phases du marché	Durée
Notification du marché (réception du marché signé par le CEA)	T0
Approvisionnements principaux	T0 + semaines
Livraison sur site des équipements	T0 + semaines
Installation, mise en service des équipements, comprenant les essais	T0 + semaines
Réception comprenant la remise de la documentation associée	T0 + semaines
Formation initiale du personnel à l'utilisation et remise du support	T0 + semaines

5.2 - Délais d'intervention (maintenances et maintien des connaissances)

5.2.1 - Formation au maintien des compétences :

Les délais prévus sont les suivants :

Phases du marché	Durée
Réception demande d'intervention du CEA	T0
Réalisation de la formation au maintien des connaissances comprenant la remise du support de formation	T0 + jours

5.2.2 - Maintenance préventive :

Les délais prévus sont les suivants :

Phases du marché	Durée
Réception demande d'intervention du CEA	T0
Réalisation de la maintenance préventive comprenant la remise du rapport de fin d'intervention	T0 + jours
Réalisation de la formation au maintien des connaissances comprenant la remise du support de formation	T0 + jours

5.2.3 - Maintenance corrective :

Les délais prévus sont les suivants :

Phases du marché	Durée
Réception demande d'intervention du CEA	T0
Intervention sur site pour réalisation du diagnostic	T0 + jours
Remise du devis forfaitaire préalable au CEA	T0 + jours
Intervention sur site pour réalisation de la maintenance corrective, comprenant la remise du rapport de fin d'intervention	T0 + jours

5.3 - Durée

5.3.1 - Les formations au maintien des connaissances débutent à l'issue de la période de garantie contractuelle.

La réalisation des prestations relatives aux formations concerne une durée ferme de 3 ans.

Réception de l'installation	Garantie contractuelle	Durée 3 ans
	Année x T0	Années 2, 3 et 4

5.3.2 - Les maintenances préventive et corrective débutent à l'issue de la période de garantie contractuelle an (s), à compter de la réception.

(A compléter par le soumissionnaire)

La réalisation des prestations relatives aux maintenances préventive et corrective concerne une durée de 5 ans, fractionnable en 2 tranches :

- 1 tranche de 3 ans (option n°1 pour la maintenance préventive et option n°3 pour la maintenance corrective),
- 1 tranche de 2 ans supplémentaires (option n°2 pour la maintenance préventive et option n°4 pour la maintenance corrective).

Réception de l'installation	Garantie contractuelle	Durée 3 ans	Durée 2 ans
	Année x T0	Années 2, 3 et 4	N5 et N6

ARTICLE 6 - LEVEE DES OPTIONS

Le CEA se réserve le droit, à la notification ou en cours de marché, de lever ou non une ou plusieurs options citées à l'article « Détail des prestations ».

En cas de levée de ces options, après la signature du marché, ces dernières sont levées par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante) adressée au Titulaire en faisant référence au présent marché, avec un préavis d'un mois avant la mise en place de l'option.

Les options sont indépendantes les unes des autres. La notification d'une option n'emporte pas la notification des autres options.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire reconnaît avoir une parfaite connaissance des prestations dont il a la charge.

Le Titulaire répond de la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées conformément aux dispositions prévues dans le CDC ainsi qu'aux règles de l'art.

En cas de défaillance du Titulaire, le CEA assure la continuité des prestations, objet du présent marché, par toute personne ou par tous les moyens appropriés, et pendant la durée nécessaire, le coût en résultant étant à la charge du Titulaire.

Les prestations comprennent la totalité des éléments nécessaires à la réalisation de la prestation visée en objet. Aucun supplément de prix n'est accordé à ce titre.

Le Titulaire est réputé sous sa pleine et entière responsabilité s'être assuré de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont fournis par le CEA.

Aucun recours ne peut être accepté à ce titre.

7.1.1 - Obligation générale de résultat

Les prestations dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Ce résultat porte sur la bonne réalisation des prestations dans le respect des conditions mentionnées au CDC cité supra.

7.1.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil et de mise en garde vis-à-vis du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.2 - Modalités particulières d'exécution

En complément des CGA, il est précisé que le Titulaire se doit de respecter, d'appliquer et de faire appliquer l'annexe 1 au présent marché.

7.2.1 - Protection du personnel du titulaire et de ses sous-traitants - dosimétrie opérationnelle

7.2.1.1 - Dispositions générales

En complément des dispositions de l'article 16.4.3 des CGA, si le Titulaire utilise ses propres dosimètres compatibles avec le système du CARD du CEA, la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires de ces derniers sont à la charge du Titulaire.

En revanche, si le Titulaire n'utilise pas des dosimètres compatibles avec le système CARD, le CEA met à sa disposition des dosimètres DMC pour procéder au suivi de la dosimétrie opérationnelle de ses personnels et assure lui-même la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires dont les frais afférents et les modalités de facturation sont prévus ci-après.

Dans les deux cas, le CEA s'engage à transmettre à l'ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection), les résultats nominatifs des personnels intervenants toutes les semaines.

7.2.1.2 - Facturation des dosimètres mis à disposition par le CEA au Titulaire

Les frais relatifs à la mise à disposition des dosimètres par le CEA au Titulaire s'élèvent à 1,30 euros HT (un euro et trente centimes hors taxes) par journée d'utilisation et par utilisateur.

Si le dosimètre n'est pas restitué ou s'il est restitué dans un état ne permettant pas son fonctionnement, le CEA opère une retenue sur le solde du marché par dosimètre non restitué ou restitué hors d'état de fonctionnement en raison de :

- 1 162 euros HT pour un DMC 2000Gn,
- 553 euros HT pour un DMC 3000Xg.

Le CEA facture au Titulaire en début d'année N+1 les journées d'utilisation de l'année N. Le Titulaire a 30 jours à compter de la date d'émission de la facture pour régler le CEA. Les prix mentionnés ci-dessus sont susceptibles d'être révisés annuellement par le CEA.

7.2.2 - Réunions

Le Titulaire du marché doit assurer un pilotage efficace des prestations afin d'apporter une réelle valeur ajoutée et être force de proposition pour améliorer la qualité et l'efficacité des services rendus. A ce titre, des réunions ont lieu conformément aux dispositions du CDC.

Les modalités d'organisation de ces réunions (périodicité, compte-rendu) y sont mentionnées.

7.2.3 - Livrables

7.2.3.1 - Remise des livrables

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans le CDC. Le Titulaire s'engage également à tenir à jour et à enrichir tous les documents tels que définis par le CDC.

Ces livrables doivent être présentés au CEA à première demande. En cas de non-conformité (délai et/ou qualité), le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour présenter les livrables corrigés au CEA. Ces rectifications doivent également être acceptées par le CEA.

Les documents remis par le Titulaire au CEA, qu'ils soient conçus ou mis à jour par le Titulaire, sont propriété du CEA. Ils sont rédigés en langue française, sauf demande particulière du CEA.

7.2.3.2 - Acceptation des livrables

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA. Le fait que le CEA accepte tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

Le CEA s'assure que les documents produits par le Titulaire lors de la réalisation de ses études d'exécution sont conformes aux dispositions du marché ; ce contrôle comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle, ni la vérification intégrale des documents établis par le Titulaire.

La délivrance du visa ne dégage pas le Titulaire de sa propre responsabilité quant au contenu desdits documents et leur utilisation.

Un délai minimal de 2 semaines (10 jours ouvrés) doit être prévu pour cette acceptation dans les plannings de remise des documents du Titulaire.

L'acceptation est formalisée par un Visa avec ou sans observation avec une fiche d'acceptation de documents (FAD) :

- VSO (Visa Sans Observation) : le document est accepté par le CEA. Le Titulaire peut ajouter le statut BPE (Bon pour Exécution) au document. A noter, qu'en cas d'évolution/modification d'un document "BPE", le document est soumis aux mêmes règles d'acceptation qu'un document initial et donc est transmis au CEA "pour visa".
- VAO (Visa Avec Observation) : le document n'est pas accepté. Le Titulaire doit réémettre le document en prenant en compte les observations formulées par le CEA et en intégrant le détail des modifications apportées.

Le CEA se réserve le droit de ne pas accepter d'analyser un document jugé incomplet, insuffisant, inadapté avec des prérequis non validés (timbre REFUSE) ou présenté en temps inopportun (suivant le planning de remise des documents).

Dans ce cas, le document est renvoyé au Titulaire soit pour reprise ou soit ré-envoi à la date opportune, il n'est pas comptabilisé dans l'avancement des études et son émission ne fait pas l'objet d'une montée d'indice.

7.2.3.3 - Documents CEA

Dans le cas de documents remis au Titulaire par le CEA, ces derniers sont rendus au CEA à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

8.1 - Conditions de sous-traitance

En référence à l'article 7 des CGA, le CEA autorise le Titulaire à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement, par le CEA.

Le défaut de déclaration de sous-traitance est sanctionné par les dispositions définies par l'article 39.2 des CGA.

8.2 - Demandes de sous-traitance

Les demandes de sous-traitance sont adressées obligatoirement au Bureau des affaires commerciales :

- soit par courrier : CEA centre de Valduc
Secrétariat du BACO - Bâtiment 102
21120 Is-sur-Tille
- soit par courriel : vasg@cea.fr

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants potentiels dans un délai suffisant pour en permettre l'instruction avant tout commencement des travaux sous-traités. Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par le CEA pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations. Toute demande incomplète est systématiquement rejetée. Après acceptation du sous-traitant et avant tout commencement des prestations du sous-traitant, une copie du contrat de sous-traitance valorisé est transmise au CEA.

Le Titulaire doit reporter dans le contrat avec son sous-traitant l'ensemble des obligations et des spécifications du marché, relatives aux prestations sous-traitées.

Le contrat de sous-traitance ne doit pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages du marché.

Après signature du Titulaire et du sous-traitant et au plus tard 3 semaines avant le commencement des prestations sous-traitées, une copie du contrat de sous-traitance est remise au CEA.

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj>.

8.3 - Acceptation de sous-traitance

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre à la demande d'acceptation de sous-traitance les documents suivants :

- une plaquette ou une note décrivant les métiers et les activités de l'entreprise,
- les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la demande d'acceptation,
- une copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire,
- les attestations d'assurance civile générale et professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité,
- un extrait KBIS ou un document équivalent, datant de moins de trois mois.

ARTICLE 9 - RECEPTION

Il appartient au Titulaire de demander par écrit la réception des travaux dès leur achèvement.

9.1 - Fourniture de l'appareil de mesure

Les fournitures donnent lieu à une réception sur le centre de Valduc, qui est prononcée par procès-verbal après vérification de leur conformité aux spécifications requises.

Elle doit avoir lieu dans un délai de 8 jours ouvrés au plus tard, à compter de la date d'installation.

9.2 - Maintenance préventive et corrective et formation au maintien des connaissances

9.2.1 - L'acceptation des prestations forfaitaires est conditionnée par l'établissement de procès-verbaux (PV) mensuels dans les conditions du CDC.

En cas de constat de non-réalisation des prestations forfaitaires planifiées, le CEA peut soit déduire le montant des prestations non effectuées, soit reporter la réception à une date ultérieure.

9.2.2 - L'acceptation des prestations sur devis préalables (DP) est conditionnée par l'établissement de procès-verbaux mensuels, après l'exécution satisfaisante des prestations et conformément au devis préalablement fourni et accepté par le CEA.

ARTICLE 10 - MONTANT - REMUNERATION

10.1 - Montant plafonné

Le montant total plafonné du marché est de :

_____ euros HT
(Indiquer le montant en lettres hors taxes)

Il est décomposé comme suit :

10.1.1 - Pour la tranche ferme :

- montant forfaitaire appareil, équipements et suivi : _____ euros HT,
- montant forfaitaire formations initiale et maintien des connaissances : _____ euros HT,

10.1.2 - Pour la tranche optionnelle :

Pour la période optionnelle d'une durée de 3 ans :

- montant forfaitaire maintenance préventive : _____ euros HT,
- montant plafonné pour DP : _____ euros HT,

Pour la période optionnelle d'une durée de 2 ans :

- montant forfaitaire maintenance préventive : _____ euros HT,
- montant plafonné pour DP : _____ euros HT.

10.2 - Rémunération

10.2.1 - Prestations effectuées au forfait

10.2.1.1 - Les prestations relatives à la fourniture et à la mise en service des équipements (incluant le suivi de la prestation) et la formation initiale, donnent lieu à une rémunération forfaitaire unique de : XXXXXX € HT.

(A compléter par le soumissionnaire)

Elle est décomposée comme suit :

Fournitures incluant le suivi de la prestation	Montant en € HT
Appareil de mesure	
Table	
Equipement informatique	
Groupe froid	
Formation initiale	

(A compléter par le soumissionnaire)

Ces montants s'entendent toutes sujétions et tous frais inclus et comprennent :

- la livraison/manutention,
- la mise en service et les essais,
- la fourniture de la documentation,
- la gestion des déchets.

10.2.1.2 - Les prestations relatives aux formations de maintien des connaissances, comprenant la remise du support de formation, donnent lieu à une rémunération forfaitaire annuelle de :

_____ euros HT
 (Indiquer le montant en lettres hors taxes)
(A compléter par le soumissionnaire)

Ce montant s'entend toutes sujétions et tous frais inclus.

10.2.1.3 - Les prestations relatives à la maintenance préventive, pour 1 intervention par an, donnent lieu à une rémunération forfaitaire annuelle de :

_____ euros HT
 (Indiquer le montant en lettres hors taxes)
(A compléter par le soumissionnaire)

Ces montants s'entendent toutes sujétions et tous frais inclus.

10.2.2 - Prestations effectuées sur devis forfaitaire préalable (DP)

Les prestations rémunérées sur DP sont :

- la maintenance corrective (main d'œuvre),
- les déplacements sur site,
- la fourniture des pièces nécessaires.

10.2.2.1 - Demande de devis

Pour les prestations non incluses dans le forfait, le CEA demande au Titulaire un devis préalable qui précise la nature des prestations à réaliser, les caractéristiques techniques, le montant et le délai de réalisation. Le montant figurant au devis, a un caractère forfaitaire.

Le devis est établi par application des dispositions suivantes :

Main-d'œuvre

	Qualification du salarié	Montant en euros HT
Taux horaire		
Taux horaire		
Taux horaire		
Taux horaire		
Taux horaire		

(à compléter par le soumissionnaire)

Ces taux s'entendent toutes sujétions confondues (charges, frais généraux, bénéfice, déplacements et temps liés aux contraintes d'un site nucléaire compris) et intègrent la gestion d'activité, les frais de structure et d'outillage.

Matériels et fournitures

Tous matériels, fournitures, etc., y compris les consommables concernant les travaux d'installation des portes sectionnelles approvisionnés au titre des prestations effectuées sur devis forfaitaire préalable, sont facturés par application sur le prix d'achat hors taxes et remise déduite, d'un coefficient de peines et soins de :

*(à compléter par le soumissionnaire)*Sous-traitance

Dans le cas où le Titulaire serait amené à sous-traiter une prestation ponctuelle, cette dernière est facturée par application sur le prix du sous-traitant HT remise déduite, d'un coefficient de peines et soins de :

*(à compléter par le soumissionnaire)*10.2.2.2 - Conditions d'acceptation du devis

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation portant notamment sur :

- le nombre d'heures,
- la (les) qualification(s) requise(s),
- la fourniture,
- la sous-traitance.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'accord écrit du CEA acceptant le devis présenté.

Suite à la réalisation des prestations, le procès-verbal est établi conformément au devis forfaitaire accepté par le CEA (cf. article « Réception » du présent marché).

ARTICLE 11 - CONDITIONS ECONOMIQUES - ACTUALISATION ET REVISION DES PRIX

Les prix prévus au présent marché sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit MM AAAA.

11.1 - Actualisation des prix pour la fourniture de l'appareil et des équipements associés

A la demande du Titulaire ou à l'initiative du CEA, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, correspondant à la notification du marché.

La demande d'actualisation des prix est adressée obligatoirement au Bureau des affaires commerciales :

- soit par courrier : CEA centre de Valduc
Secrétariat du BACO - Bâtiment 102
21120 Is-sur-Tille
- soit par courriel : vasg@cea.fr

Elle est accompagnée du calcul, arrondi au millième inférieur.

L'actualisation des prestations fermes se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, selon les modalités visées ci-après.

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$C_n = \text{MIG NCAG} / \text{MIG NCAGo}$
--

dans laquelle :

Indice MIG NCAGo = Valeur (non provisoire) connue de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissement, au mois de la remise de l'offre (Référence INSEE 010764359),

Indice MIG NCAG = Valeur (non provisoire) connue de ce même indice trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

11.2 - Révision des prix pour les maintenances et la formation au maintien des connaissances

Les prix ne sont pas révisés durant la première année contractuelle.

A l'issue de cette période et conformément à la réglementation en vigueur, les prix peuvent être révisés à la demande du Titulaire ou à l'initiative du CEA.

La demande de révision est adressée par le Titulaire, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché (MM/AAAA) soit avant le XX/XX de chaque année.

Elle est adressée obligatoirement au Bureau des affaires commerciales :

- soit par courrier : CEA centre de Valduc
Secrétariat du BACO - Bâtiment 102
21120 Is-sur-Tille
- soit par courriel : vasg@cea.fr

La demande de révision de prix est accompagnée du calcul, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basé sur l'application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,70 (ICHTrev-TS_{(IME)} / ICHTrev-TS_{(IME)o}) + 0,15 (MIG NCAG / MIG NCAG o)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, ou dernier prix révisé

ICHTrev-TS_(IME) o = valeur (non provisoire) de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries Mécaniques et Electriques (Référence INSEE 001565183) :

- connue à la date de remise de l'offre,
- ou appliquée lors de la dernière révision (n-1),
- ou connue un mois avant la date anniversaire du marché, de l'année n-1, si aucune révision n'a été demandée l'année n-1.

MIG NCAG o = valeur (non provisoire) de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Biens intermédiaires et biens d'investissement (Référence INSEE 010764359) :

- connue à la date de remise de l'offre,
- ou appliquée lors de la dernière révision (n-1),
- ou connue un mois avant la date anniversaire du marché, de l'année n-1, si aucune révision n'a été demandée l'année n-1.

ICHTrev-TS_(IME) et MIG NCAG = valeur de ces mêmes indices (non provisoires) connue à la date de la demande expresse du Titulaire ou du CEA.

En outre, l'augmentation des prix est plafonnée à 3 % par rapport aux prix de l'année précédente.

La révision ne peut être effective qu'après l'accord écrit du CEA. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les prix ainsi révisés s'appliquent à chaque facturation du Titulaire jusqu'à l'application d'une prochaine demande de révision émanant de l'une ou l'autre Partie.

Dans le cas où le jeu de cette formule conduit à une augmentation supérieure (ou inférieure) à 3 % l'an par rapport au prix établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (ou au dernier prix révisé ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), les Parties peuvent éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Il est convenu que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des taux variables et indices prévus dans le présent marché, les taux et indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliquent de plein droit. Cette modification est actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

ARTICLE 12 - ECHEANCIER DE FACTURATION

12.1 - Les termes de facturation pour la fourniture (comprenant le suivi de la prestation), sont les suivants :

- 30 % du montant aux approvisionnements principaux certifiés et singularisés en usine au nom du CEA,
- 30 % du montant à la réception sur site (livraison, manutention) acceptée par le CEA,
- 20 % du montant à la réception de l'installation, la mise en service comprenant les essais, acceptée par le CEA,
- 10 % du montant à la réception comprenant la remise de la documentation associée, acceptée par le CEA,
- 10 % du montant à la réception de la formation initiale, acceptée par le CEA.

12.2 - Les termes de facturation pour les prestations relatives à la maintenance préventive et à la formation au maintien des connaissances sont 100 % à réception acceptée par le CEA.

12.3 - Les termes de facturation concernant les prestations de maintenance corrective réalisées sur DP sont 100 % à réception acceptée par le CEA.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION

13.1 - Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures sont adressées à terme échu :

- pour les prestations forfaitaires : après acceptation des PV forfaitaires par le CEA,
- pour les prestations sur DP : mensuellement après acceptation des PV lors de la réunion mensuelle d'activité,

13.2 - Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CVA-D (Valduc),
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : 4600_____, *(ce numéro sera complété à la notification du marché au Titulaire),*
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 2 du présent marché) et notamment en cas d'actualisation et/ou de révision.

Les libellés à caractère sensible ou classifié ne doivent en aucun cas être indiqués sur les factures ; seule la référence du jalon/poste doit être mentionnée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché est renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. Le montant des factures correspond exactement au montant dudit PV.

A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Dans le cas de prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme sont réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

13.3 - Conformément à la loi PACTE n° 2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM
DCG/SCD/Bureau Comptabilité DAM
Bâtiment DUNE
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

ARTICLE 14 - REGIME FISCAL

14.1 - Pour la fourniture

Le montant du présent marché est soumis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

14.2 - Pour les prestations de maintenances et de formation

Le montant du présent marché est soumis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 15 - PENALITES

Conformément aux dispositions des CGA et en cas de manquements du Titulaire dans ses obligations contractuelles, des pénalités sont appliquées.

15.1 - Non-respect des délais de remise de documents, rapports et mise à jour de documents (documentation associée)

En cas de non-respect des délais, il est fait application de pénalités égales à 50 euros HT par jour de retard et par document.

15.2 - Absence ou retard aux réunions

Il est appliqué une pénalité pour absence ou retard du Titulaire, représenté par l'interlocuteur désigné ou son délégataire, aux réunions, non justifiés pour un motif légitime, à raison de :

- 100 euros HT par tranche de 30 minutes en cas de retard,
- 500 euros HT par absence.

15.3 - Non-respect des délais de réalisation des maintenances préventives et correctives

En cas de non-respect des délais prévus au présent marché, il est fait application de pénalités de 500 euros HT par jour de retard.

15.4 - Non-levée des réserves

En cas de non levée des réserves dans le délai fixé lors de la réception, conformément aux dispositions du CDC, il est fait application de pénalités égales à 500 euros HT par occurrence constatée. Ces pénalités ne dégagent en rien le Titulaire des travaux de remise en conformité permettant la levée des réserves.

15.5 - Non-respect des règles, règlements et procédures

En cas de non-respect des règles, règlements et procédures, il est fait application de pénalités égales à 500 euros HT par occurrence constatée.

15.6 - Non-respect des règles de sûreté et sécurité

En cas de non-respect des règles de sûreté et sécurité, il est fait application de pénalités égales à 500 euros HT par occurrence constatée.

15.7 - Caractère des pénalités

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 10 % du montant total HT du marché (révision(s) incluse(s)). Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont à considérer indépendamment les unes des autres et sont, de ce fait, cumulables. Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire. Le CEA a donc la possibilité de prétendre à la réparation de tout préjudice qu'il causerait au CEA.

Le montant des pénalités peut être révisé selon les conditions mentionnées à l'article « Révision des prix » du présent marché.

ARTICLE 16 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

16.1 - Dispositions générales

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le Titulaire prend toutes les dispositions pour :

- limiter les déchets (emballages),
- effectuer un tri à la source des déchets (assurer leur traçabilité et les évacuer vers les filières agréées en privilégiant le recyclage ou la valorisation),
- limiter l'impact sur les ressources (en préservant la qualité et la quantité de l'eau),
- limiter les consommations électriques et autres fluides et énergies,
- interdire les rejets liquides et gazeux non-autorisés par l'Installation,
- prévenir immédiatement l'Installation en cas de détection de pollution.

Le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de la réglementation relative à la pollution et à la protection de l'environnement.

Est notamment applicable, la procédure référencée SYM MS21X X DI PRO 00009657 E relative à la gestion des déchets conventionnels du centre de Valduc.

En cas d'incidence avérée de l'activité du Titulaire sur l'environnement, ce dernier assure la réparation du préjudice à ses frais exclusifs.

16.2 - Limitation des consommations

Dans la démarche environnementale, le Titulaire contribue à la maîtrise des consommations énergétiques (eau, gaz, électricité) et à la maîtrise des rejets, la réduction et la traçabilité des déchets, le tri sélectif, en étant force de proposition dans ces domaines.

Fait à Valduc en double exemplaire

Le

Pour le **TITULAIRE**

Pour le **CEA**

ANNEXE 1 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU CEA CENTRE DE VALDUC

I - Le personnel du Titulaire

Aucune prestation ne peut être effectuée sans que le personnel du Titulaire ait pris connaissance des instructions d'hygiène et de sécurité applicables sur CEA, centre de Valduc (évacuations, signaux, ...) et des consignes de sécurité, spécifiques à chaque installation ou local concerné.

En cas d'activités nécessitant des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par un ou des membres du personnel d'exécution titulaires des habilitations correspondantes. Le Titulaire s'engage à fournir sur demande du CEA, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA centre de Valduc. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Le Titulaire s'engage à :

- tenir à jour et communiquer annuellement au chargé d'opération (COP) du marché, son plan de formation pour l'année ainsi que le bilan de l'année écoulée,
- informer immédiatement le COP, en cas d'évolution des modalités éventuelles d'exécution des prestations,
- obtenir le certificat de qualification, conformément à l'arrêté du 27 novembre 2013 « relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissement exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités » en application des articles R. 4451-122 à 124 du Code du Travail, pour son entreprise à compter de la date d'effet du marché et à le conserver pendant toute la durée d'exécution du marché.
- Le Titulaire et ses sous-traitants en Installations Individuelles doivent posséder la certification obtenue auprès d'organismes certificateurs agréés par la Direction Générale du Travail (CEFRI ou QUALIANOR CERTIFICATION sont qualifiés pour délivrer cette certification en date du 6 juillet 2015). Ce certificat de qualification justifie de sa capacité à effectuer des tâches sous rayonnements ionisants. A défaut, le marché peut être résilié conformément aux dispositions de l'article 17.4 des CGA.
- soumettre la liste du personnel à l'agrément du CEA. Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations. Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité ne puisse être engagée de ce fait. La liste nominative du personnel employé est mise à jour en permanence. Elle mentionne les modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé commence ou cesse son activité ou en cas de remplacement (congés, maladie, etc.).
- fournir à ses frais à chaque membre de son personnel une tenue uniforme (blouse ou vêtement de travail) permettant une identification facile. Tout effet personnel (changement ou remplacement) dû à l'activité est à la charge du Titulaire. Le blanchissage et le remplacement de ces effets sont à la charge du Titulaire. Par ailleurs, toutes les fois que le personnel du Titulaire est amené à effectuer des travaux en zone contrôlée, la fourniture, l'entretien et le remplacement des effets de travail (hors effets personnels féminins), sont à la charge du CEA.
- désigner le conseiller en radioprotection (CRP), selon les dispositions de l'article 16.4.1 des CGA.

II - Les matériels mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire utilise des équipements et matériels en parfait état, conformes à la législation et à la réglementation en vigueur et en assure la maintenance réglementaire, tant dans le domaine de la sécurité que celui de la qualité. Les matériels répondent également aux règles de sécurité applicables sur le centre de Valduc. Le CEA peut, à tout moment, contrôler la conformité ou demander les attestations de conformité de ces matériels et les procès-verbaux d'étalonnage, le cas échéant. L'utilisation de ces matériels doit être conforme à leurs destinations, spécifications et procédures d'utilisation. Le Titulaire fournit à son personnel les moyens nécessaires correspondant à leur spécialité.

La responsabilité du CEA ne peut pas être engagée en aucune façon en cas de vol ou de détérioration.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant au CEA ou au sous-traitant du CEA qui ne sont pas normalement mis à sa disposition dans le cadre du marché et identifiés comme tels lors des plans de prévention et des Bons d'Intervention. Si éventuellement, le CEA met des matériels à disposition du personnel du Titulaire, il est de la responsabilité de ce dernier de vérifier avant leur emploi qu'ils sont en bon état, appropriés au travail à réaliser et qu'il a formé ses salariés à leur utilisation dans des conditions normales de sécurité.

Toute introduction d'équipements particuliers sur le centre de Valduc par le Titulaire, et à ses frais, ne peut se faire sans l'accord préalable et écrit du chef d'installation CEA responsable des locaux concernés (plan de prévention et du Bon d'Intervention). Ces équipements doivent être spécifiques et directement liés à l'activité concernée par le présent marché.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi ou causé à des tiers par ses équipements.

Tout matériel défectueux ou hors normes, doit être réparé, mis aux normes immédiatement avec contrôles par un organisme agréé (le cas échéant) ou mis hors service ou consigné et remplacé sans délai aux frais du Titulaire.

Les différents matériels et consommables nécessaires à l'exécution des prestations et à leur logistique sont à la charge du Titulaire.

Seule la fourniture des fluides courants (téléphone interne, eau, air comprimé, électricité...) nécessaires aux prestations réalisées sur le centre de Valduc, est assurée par le CEA. Le Titulaire doit l'entretien des utilités et enregistre les consommations. Les consommations téléphoniques correspondant aux lignes mises à disposition par le CEA sont refacturées au Titulaire.

III - Matériels captifs :

L'introduction de tout outillage, matériel par le Titulaire dans l'Installation Individuelle concernée par les prestations, objet du présent marché, doit faire l'objet d'un accord préalable du CEA.

Les moyens matériels du Titulaire qui sont introduits au sein d'une zone du CEA présentant un risque de contamination radiologique ne peuvent en être sortis que dans le respect d'une part, des dispositions légales et réglementaires applicables et d'autre part, des règles édictées par le CEA, et notamment des règles édictées au sein du document intitulé « Règles Générales de Radioprotection du CEA », dont le Titulaire reconnaît avoir connaissance.

A ce titre, la sortie de ces moyens matériels ne peut pas avoir lieu sans autorisation du CEA. Les contrôles radiologiques et éventuelles décontaminations nécessaires à cette sortie sont réalisés par le CEA ou tout tiers de son choix, à ses frais. Toutefois, le Titulaire conserve à sa charge le renseignement de la demande de contrôle radiologique ainsi que la préparation des moyens matériels au contrôle, qui peut notamment comprendre le démontage de certaines parties desdits moyens.

Dans le cas où les dispositions et règles précitées s'opposent à la sortie des moyens matériels du Titulaire, ce dernier peut percevoir une indemnité du CEA, si les conditions suivantes sont remplies :

- le Titulaire doit notifier sa demande d'indemnité au CEA au plus tard deux mois suivant la date à laquelle le CEA lui notifie le refus de sortie ;
- les moyens considérés doivent avoir été identifiés dans le bon d'intervention ou le plan de prévention préalablement à leur entrée dans la zone ;
- la demande doit être accompagnée d'un document justifiant le prix auquel le Titulaire a acquis les moyens considérés (tel qu'une facture d'achat), ou si ces derniers ont été produits par le Titulaire, leurs coûts détaillés de production, les moyens ne doivent pas entrer dans la catégorie des moyens devenus propriété du CEA en application de l'article 18.2 des CGA.

Le montant de l'indemnité est négocié de bonne foi entre les Parties. En tout état de cause, il ne peut pas excéder la plus petite des sommes suivantes :

- le prix d'achat ou le coût de fabrication des moyens considérés, tel que mentionné dans le document justificatif présenté par le Titulaire, vétusté déduite ;
- ou la valeur de remplacement des moyens considérés, au jour de la notification de la demande d'indemnité, vétusté déduite.

Compte tenu de ce qui précède, le Titulaire doit limiter les entrées de moyens matériels dans les zones précitées au strict minimum.

Une fois les moyens indemnisés par le CEA, ces derniers deviennent propriété du CEA et peuvent être mis à la disposition du Titulaire selon les dispositions prévues au présent marché.

IV - Retrait des autorisations d'entrée ou des laissez-passer

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour l'accès de son personnel sur le site conformément aux règles en vigueur et faire parvenir les demandes d'entrée 10 jours ouvrés avant la venue du personnel. Ces demandes, outre les références du marché, comportent les noms, prénoms, habilitations et qualifications du personnel.

Dans tous les cas où il le juge nécessaire, le CEA peut annuler les autorisations d'entrée et laissez-passer délivrés aux salariés des entreprises (cf. Art. 190 du titre III de la Convention de travail).

Lorsqu'un salarié cesse de faire partie d'une entreprise ou qu'il est affecté à un chantier extérieur au Centre, l'autorisation d'entrée ou le laissez-passer doit être remis sans délai à la Formation Locale de Sécurité sous la responsabilité de son chef d'entreprise.

Le CEA, centre de Valduc, se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses obligations prévues au marché.

V - Lieux et horaires d'intervention

Le périmètre géographique des interventions est mentionné au CDC.

Les horaires de travail sont compris entre 8h15 et 16h55 les jours ouvrés du centre. Les prestations effectuées en dehors de ces horaires (en heures non-ouvrées – HNO) sont soumises à l'accord préalable du CEA suivant la procédure applicable sur le centre de Valduc (cas des astreintes, des événements exceptionnels...).

Chaque année, le CEA fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du centre (environ 15 jours en plus des jours fériés légaux).

VI - Véhicules

Le Titulaire met à disposition de son personnel les véhicules nécessaires à l'exécution des prestations, les véhicules à faible émission de CO2 sont à privilégier.

Trois catégories de véhicules peuvent circuler sur le centre :

- ceux autorisés à entrer / sortir du centre et à circuler en ZPN (*) (accès interdit en ZPR(*)),
- ceux autorisés à circuler en ZPN et ZPR, mais interdits de sortir du centre (véhicules captifs),
- ceux autorisés à entrer / sortir du centre et à circuler en ZPN et ZPR.

Toutes ces catégories sont soumises à autorisation de l'Officier de Sécurité du centre de Valduc.

(*) ZPN : Zone Protection Normale - ZPR Zone Protection Renforcée

ANNEXE 2 - NUMEROS DE POSTE SAP

A la notification du marché, cette annexe sera complétée par le CEA.

Poste SAP	Désignation	Qté	Prix unitaire	Montant en € HT	Date de livraison	Statut
10	Fourniture et mise en service équipements, formation initiale et suivi					Ferme
20	Formations maintien des connaissances (3 ans)	3				Ferme
30	Maintenance préventive (3 ans) du xx/xx/xx au xx/xx/xx	3				Optionnel
40	Maintenance préventive (2 ans) du xx/xx/xx au xx/xx/xx	2				Optionnel
50	Montant estimatif DP - Maintenance corrective (3 ans) du xx/xx/xx au xx/xx/xx	3				Optionnel
60	Montant estimatif DP - Maintenance corrective (2 ans) du xx/xx/xx au xx/xx/xx	2				Optionnel